

## "Ceux dont on a le plus besoin pour survivre sont les plus dévalorisés par les élites néo-libérales"

Récession mondiale, effondrement du commerce international, explosion du chômage, endettement... Tous les signaux l'indiquent clairement : à la crise sanitaire succédera une crise économique. L'économiste Dominique Plihon, également membre d'Attac France, nous éclaire sur les mécanismes, l'origine, la nature et les conséquences de la crise. Premier volet de notre entretien.



© Pedro Brito Da Fonseca

**Basta !** : Comment qualifieriez-vous la nature de la crise économique qui s'ouvre ?

➔ Dominique Plihon<sup>1</sup> : C'est une crise **systemique** et **endogene**.

*Systemique, car elle implique directement les systemes politiques, économiques et écologiques dans lesquels on vit à l'échelle mondiale, et endogene, parce que c'est bien le dysfonctionnement du systeme économique qui est la cause de la pandémie : aujourd'hui, les activités économiques ont des impacts considérables sur la dégradation de l'environnement, des écosystemes et de la biodiversité. La crise du coronavirus révèle les liens directs entre économie, écologie et santé. Les zoonoses — virus qui se transmettent des animaux chez l'humain — se répètent et se répandent d'autant plus vite sous l'effet de notre modèle économique.*

*Cette crise est donc la conséquence directe des impacts environnementaux de la surexploitation de la planète — mais aussi de l'humain — que génère le capitalisme financier mondialisé. C'est ce système-là, dans son ensemble, qui est à l'origine de la crise. Ensuite, ses effets deviennent multidimensionnels, ce qui rend la situation d'autant plus difficile à analyser.*

*Il y a évidemment l'urgence sanitaire, mais également une forte dimension sociale, avec des inégalités considérables qui se trouvent exacerbées. Et en matière d'économie, tous les champs sont touchés.*

<sup>1</sup> Dominique Plihon est économiste, a été professeur à l'Université Paris XIII. Il est membre d'Attac France et des économistes atterrés.

## Il y a à la fois une crise du commerce international, une crise financière, un risque de faillite des entreprises et une explosion des dettes publiques : lequel de ces facteurs fragilise le plus l'économie mondiale, aujourd'hui ?

➤ On ne peut pas pointer du doigt un seul élément, tout fonctionne ensemble. La rupture des chaînes de valeur est une cause évidente. On constate la fragilité d'un modèle où les multinationales organisent leur système de production à travers le monde pour optimiser leur profit, en allant dans les endroits où les coûts de la main d'œuvre et de sa protection sont les plus faibles. Il est clair aussi que la crise vient frapper de plein fouet un capitalisme financier qui était déjà mal en point : la finance mondiale ne s'est jamais vraiment remise de la crise de 2008, elle reste très vulnérable et insuffisamment régulée. L'emprise de la finance reste considérable sur les entreprises, qui continuent donc de viser les "sur-profits" par la prédation de toutes les ressources disponibles : la nature, les matières premières, les travailleurs.

On redoutait d'ailleurs une nouvelle crise financière, même si on ne se doutait pas qu'elle interviendrait comme ça, à la suite d'une pandémie, et de ses effets économiques, c'est-à-dire à partir de l'économie dite "réelle" — à la différence de 2008 où l'origine de la crise se trouvait dans le fonctionnement-même du système financier. Puis, il y a la question de l'endettement global qui n'a fait que gonfler depuis la crise de 2008 pour atteindre plus de 300% du PIB mondial, dans pratiquement tous les pays du monde et dans tous ses compartiments : à la fois la dette privée — celle des particuliers et des entreprises — la dette publique, mais aussi les dettes des acteurs financiers comme les banques...

## Doit-on craindre une crise de solvabilité des États ?

➤ Dans la logique orthodoxe des libéraux, les marchés et les créanciers sont en effet très inquiets de la solvabilité des États. Je ne crois pas à ce risque d'insolvabilité. Je pense au contraire qu'on doit récuser ce terme, pour la simple et bonne raison que les États ne sont ni des entreprises privées, ni des ménages. La grande erreur que font la quasi-totalité des économistes, des analystes financiers et des responsables politiques, c'est d'analyser la dette d'un État comme n'importe quelle autre dette. Ce n'est pas du tout la même chose !

De manière générale, un État ne fait pas faillite. Pourquoi ? Parce qu'il a les moyens de lever l'impôt et d'organiser la création monétaire pour financer sa dette — deux leviers qui ne sont pas à la disposition des autres acteurs privés. C'est d'ailleurs cette capacité de création monétaire qu'utilise actuellement la Banque centrale européenne pour acheter de la dette publique, quitte ensuite à l'annuler, en partie ou en totalité. Si un pays comme la Grèce a été mis en situation de quasi-faillite en 2015, c'est en grande partie parce que le système de la zone euro l'a privé de ce pouvoir de création monétaire.

## S'agit-il selon vous plutôt d'une crise de la demande ou d'une crise de l'offre ?

➤ Les deux ! Il y a un problème d'offre à la suite de l'arrêt d'une partie de l'appareil productif, à cause du confinement et de l'interruption d'activité de bon nombre d'entreprises en tout genre dans les services, l'industrie, etc. Et un problème de demande, car beaucoup de gens ont perdu leur emploi, et même s'il y a du chômage partiel, cela ne compense qu'en partie la baisse de revenus. De manière plus générale, les gens

ont adopté un comportement de précaution : on dépense moins car on pense que l'avenir va être dur, donc on préfère économiser. C'est ce qu'on appelle l'épargne de précaution.

Ce double effondrement simultané de l'offre et de la demande globales, est inédit. Il s'est rarement vu, hormis peut-être lors des grèves générales de 1968 en France, où les gens ont baissé leur consommation en même temps que les entreprises étaient à l'arrêt total. Et bien sûr également en temps de guerre.

**Sauf que les dégâts sont moindres : les infrastructures restent intactes, les approvisionnements essentiels assurés et une partie de la population continue de travailler. Comment expliquer qu'en deux mois à peine, cela provoque la pire récession économique depuis la Seconde Guerre mondiale ?**

► La politique menée pour stopper cette pandémie oblige à un confinement très important de la main d'œuvre. Cela se traduit par une baisse importante de l'activité, qui met de nombreuses entreprises et PME en position de faillite. En France, cela intervient à un moment où le secteur productif était déjà fragilisé par une forte période de mouvement social — il y a eu les Gilets Jaunes, puis assez rapidement les mobilisations et les grèves autour de la réforme des retraites.

Surtout, il y a le fait que c'est une crise mondiale, que tous les pays sont emportés en même temps dans la crise. C'est tout de même la première fois depuis Mao Zedong que la Chine a une baisse de son PIB. Or elle produit beaucoup de ce que nous importons, dans les domaines médicamenteux et alimentaires notamment. Donc, quand l'approvisionnement s'interrompt, on réalise notre dépendance à l'extérieur et notre faible capacité productive.

**Qu'est-ce que cela dit des fragilités de notre organisation économique ?**

► L'enseignement de cette crise, c'est l'importance du travail. C'est la démonstration que, dans un système économique dominé par le capital, le travail est et reste le facteur le plus essentiel : dès que les travailleurs sont beaucoup moins disponibles, dans les bureaux, les usines ou les écoles, alors il y a tout d'un coup un effondrement, les entreprises ne peuvent plus tourner. C'est un élément fondamental. Cela montre aussi qu'il y a des travailleurs plus importants que d'autres pour la vie de la société. Or ce sont ceux-là mêmes qui sont aujourd'hui au front — les infirmières, aide-soignantes, enseignants, livreurs, caissières, journaliers agricoles, etc. — souvent des femmes, qui se trouvent être aussi les plus défavorisés sur le plan social et salarial.

C'est aussi tout le paradoxe de la société néo-libérale : ce sont finalement ceux dont on a le plus besoin pour survivre qui sont les plus dévalorisés aux yeux des élites politiques et économiques. Les premiers de cordée pour Macron, c'étaient les cadres d'entreprise, les traders, les consultants et les publicitaires, autrement dit tous ces gens qui font de la "mousse", qui vendent des choses inutiles et voire néfastes à la société.

L'opinion publique est en train de prendre conscience de ce qu'est le travail utile. C'est une inversion très salutaire. Cela réhabilite la valeur travail, l'importance de défendre cette cause, et c'est une excellente manière de répondre au Medef qui essaye de profiter de la crise pour revenir sur certains acquis sociaux — les 35h, les congés payés... De même, cela remet les pendules à l'heure sur la question du chômage et de la protection des chômeurs dans notre société : Macron avait fait passer une réforme qui détricotait les droits

des plus précaires, et le voilà obligé de réintroduire du chômage partiel, des indemnisations et donc de reconnaître que finalement, une assurance chômage très protectrice, c'est socialement et économiquement nécessaire.

### Le chômage a explosé en quelques semaines aux États-Unis. Le même phénomène peut-il se produire, à terme, en France et en Europe ?

➤ Ce sont deux stratégies radicalement opposées : le modèle états-unien ne considère pas forcément le chômage comme une anomalie, il y a une plus grande mobilité de la main d'œuvre. Le travail y est nettement moins protégé, notamment sur le plan de la santé. Quand on perd son emploi, on perd aussi sa protection sociale, ce qui est dramatique au vu de la très faible sécurité sociale par ailleurs. En Europe, où la France s'est d'ailleurs largement inspirée du modèle allemand sur le sujet, on a un système beaucoup plus satisfaisant avec le "chômage partiel" : on continue de rémunérer les chômeurs en les mettant à temps partiel, et ils continuent d'avoir une couverture sociale. L'avantage du chômage partiel, c'est que ça maintient le lien entre l'entreprise et le travailleur, puisqu'on continue d'appartenir à l'entreprise, là où les chômeurs américains en sont expulsés.

### Quelles sont les autres conséquences de cette "décroissance forcée", puisqu'on annonce des pertes de PIB évaluées à près de 10% sur l'année 2020 ?

➤ Cela risque de correspondre à la disparition définitive de toute une partie de l'appareil de production et de distribution, certaines entreprises ne se relèveront pas de ce double "choc" d'offre et de demande. Ce qui risque donc d'entraîner aussi beaucoup de misère sociale. Il faut essayer d'en profiter pour bifurquer vers un nouvel appareil productif, se concentrant sur l'essentiel et les biens de première nécessité, indispensables pour la vie et le bien-être des personnes, et en ne soutenant plus les secteurs inutiles et dangereux, dans le domaine de l'énergie, des transports, de l'aéronautique. Cette décroissance peut avoir un double effet, à la fois dévastateur et salutaire — comme souvent avec les crises, d'ailleurs.

### Y a-t-il un risque d'inflation ?

➤ Je ne crois pas. Depuis 2008-2009, plusieurs banques centrales (la FED aux États-Unis, celle du Japon) ont injecté massivement des liquidités sans que cela génère d'inflation pour autant. L'inflation est même trop faible, elle est en-dessous de l'objectif des 2% de la BCE. Il y aura bien sûr des hausses de prix importantes pour certains produits, les plus rares. Des produits comme la farine verront peut-être leur prix augmenter puisqu'ils apparaissent en quantité insuffisante au moment où tout le monde se met à faire son pain. Mais je ne crois pas à une hausse générale des prix. Au contraire, on est plutôt dans un contexte de dépression, qui tire les prix vers le bas.

De manière générale, il y a deux sources d'inflation : celle par les coûts et celle par la demande. L'inflation par les coûts, c'est quand les entreprises ont du mal à trouver des produits, qu'il y a une pénurie : il y en aura dans certains secteurs isolément, l'alimentation ou les transports par exemple. Quant à l'inflation par la demande, il y en aura peut-être un peu au déconfinement, si les gens se précipitent pour acheter des biens qui leur ont manqué. Mais ensuite, il y aura toute une période où les gens vont être très prudents,

leur pouvoir d'achat ayant été rogné, et la pression par la demande sera faible. Donc je ne crois pas à une inflation globale des prix.

Le cas du pétrole est particulier, à mon avis. L'effondrement des prix du pétrole s'explique en grande partie par des raisons géopolitiques, avec la volonté des pays de l'OPEP de mettre en difficulté les producteurs de pétrole et de gaz de schiste aux États-Unis. Les prix pourraient remonter fortement lorsque la reprise économique mondiale se produira.

### Quid d'une crise de l'endettement privé ? Si à la faillite des entreprises s'ajoutent plusieurs défauts de remboursement d'emprunt...

➤ Le gouvernement a accordé une garantie publique à hauteur de 300 milliards d'euros sur les prêts bancaires. Cela devrait faciliter la distribution de nouveaux prêts par les banques, si celles-ci jouent le jeu, ce qui n'est pas encore démontré. Là où il y a un problème, c'est pour la dette antérieure à la crise du Covid-19. Les particuliers et entreprises endettés, dont les revenus ont fortement chuté, vont avoir du mal à rembourser les banques. Il faut que ces dernières acceptent de restructurer les dettes, en les ré-échelonnant dans le temps, en baissant les taux d'intérêts.

Du côté des entreprises, les banques ne sont pas les seuls créanciers, il y a également les prêts inter-entreprises : là aussi, il faut que l'État exige que les grandes entreprises, dont la plupart se portent bien, renoncent au moins temporairement à demander le remboursement des prêts qu'elles ont octroyé aux PME qui sont leurs sous-traitants. Le gouvernement a les moyens de gérer ce problème de la dette privée en faisant pression sur les créanciers, qui ont souvent une forte proximité avec lui. La question, c'est de savoir s'il en a la volonté politique.